

Omicron : Blanquer a annoncé le nouveau protocole dans les écoles depuis Ibiza

PAR ANTTON ROUGET ET ELLEN SALVI
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 17 JANVIER 2022

Les vacances de fin d'année du ministre, mis en cause pour sa gestion tardive de la crise sanitaire, suscitent depuis plusieurs jours des tensions au sein du gouvernement. Son entretien polémique au «Parisien», qui a suscité la colère des enseignants, a en réalité été réalisé depuis l'île des Baléares, a appris Mediapart. Ce qui avait été caché.



Jean-Michel Blanquer à la sortie du conseil des ministres du 12 janvier 2022. © Arthur Nicholas Orchard / Hans Lucas via AFP

Beaucoup de confusion, une communication de dernière minute et des enseignant-es en colère. Depuis une quinzaine de jours, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, se retrouve sous le feu des critiques pour avoir dévoilé le nouveau protocole sanitaire dans les écoles la veille de la rentrée des classes, dans un entretien – d'abord payant, puis passé en accès libre – publié dans **LeParisien**, dimanche 2janvier.

Un choix incompréhensible qui a accentué la défiance des personnels de l'éducation, totalement démunis face aux nouvelles règles édictées en catastrophe, et plongé l'exécutif dans l'embarras. «*On est obligés d'être dans cette situation [de donner ces consignes la veille pour le lendemain – ndlr] pour être au plus près de la réalité*», s'était justifié le **ministre a posteriori**.

En réalité, Jean-Michel Blanquer n'est rentré de vacances à Ibiza, dans l'archipel des Baléares (Espagne), que dans la journée du dimanche 2janvier. Soit la veille de la rentrée, pas avant, en dépit de la situation sanitaire et de ses conséquences sur la vie

des écoles. Cette attitude a provoqué des tensions au sein même du gouvernement, selon des informations Mediapart.



Jean-Michel Blanquer à la sortie du conseil des ministres du 12 janvier 2022. © Arthur Nicholas Orchard / Hans Lucas via AFP

Questionné par Mediapart sur les vacances de Jean-Michel Blanquer et son éloignement de Paris en pleine cinquième vague du Covid à la veille de la rentrée scolaire, le cabinet du ministre a affirmé qu'elles n'avaient pas eu d'incidence sur la mise en place tardive du protocole: «*Ce n'est pas parce qu'il n'était pas là qu'il n'était pas au travail, qu'il n'était pas connecté et loin de ce qu'il se passait.*»

Selon les explications fournies par le ministère de l'éducation nationale sur le déroulé des événements, le protocole pour les écoles n'a été établi dans sa version définitive que dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2janvier, au lendemain d'un avis du Haut Conseil de la santé publique (HCSP) sur la situation sanitaire, ce qui explique sa communication à la dernière minute.

«*Une fois la doctrine arrêtée, le secrétariat général a travaillé à la FAQ [foire aux questions - ndlr], toutes les questions qui se posent autour du nouveau protocole. Cela a pris tout le dimanche matin, avec des allers-retours non-stop, en faisant valider à chaque fois par le ministère de la santé*», précise-t-on rue de Grenelle.

«*Le ministre travaille, ce n'est pas parce qu'il aurait été au bureau que cela aurait changé les choses [...] l'équipe était là et lui était en permanence en lien avec nous en télétravail*», complète son cabinet, en expliquant que Jean-Michel Blanquer a d'ailleurs réalisé son interview depuis son lieu de vacances. «*On avait dit au Parisien: on fait la base [de l'entretien] en visioconférence [le samedi 1^{er} décembre], et ensuite*

ils nous ont envoyé leur article et là, on a fait les ajustements en fonction des arbitrages [rendus dans la nuit de samedi à dimanche]».

Le ministère aurait ensuite attendu que la FAQ soit définitivement prête et mise en ligne pour donner le feu vert de la publication.

Questionné par Mediapart, le directeur de la rédaction du *Parisien*, Jean-Michel Salvator, a expliqué que, si son journal ne fait «habituellement jamais» d'entretiens de ministre en visioconférence, «il n'y avait aucune raison de le lui refuser» cette fois-ci. Le quotidien n'a pas évoqué les conditions de l'entretien au moment de sa publication.

Pire : la photographie de Jean-Michel Blanquer, accompagnant l'interview, le montre dans son bureau au ministère. L'image n'est pas datée. Et pour cause: elle avait été prise par un photographe du *Parisien*, le 12 novembre 2021, **dans le cadre d'un précédent entretien.**

Les explications fournies par Jean-Michel Blanquer pour justifier ses annonces tardives n'ont guère convaincu les oppositions, qui ont rapidement appelé à sa démission. **La grève massive** du 13 janvier dernier a accentué davantage encore la pression, contraignant l'exécutif à quelques concessions. Pendant tout ce temps, le gouvernement, par la voix de son porte-parole **Gabriel Attal**, continuait d'afficher un soutien sans faille au ministre de l'éducation nationale.

Ce dernier faisait d'ailleurs mine de ne pas comprendre les motifs de la mobilisation du 13 janvier. «*Ce n'est pas une grève qui résout les problèmes, on ne fait pas une grève contre un virus, lançait-il sur BFMTV, deux jours auparavant. Je sais qu'il y a beaucoup de fatigue, beaucoup de nervosité, donc moi, j'en appelle à la fois au sang-froid, à l'unité de la nation autour de son école, à ne pas confondre les sujets, on est en campagne présidentielle, certains opposants essaient d'en faire un thème.*»

Le 7 janvier, en pleine crise, Jean-Michel Blanquer, qui avait pourtant expliqué au *Parisien* rester «*totalelement concentré sur [sa] tâche*», trouvait même le temps d'ouvrir les travaux **d'un vrai-faux colloque** contre le «wokisme». Une marotte qui interroge plusieurs de ses collègues macronistes. «*Il va chercher des marqueurs qui ne sont pas ceux de l'éducation nationale*», note l'un d'entre eux, évoquant aussi **sa campagne** «*inopportune*» sur la laïcité.

Et de poursuivre, toujours au sujet des marottes du ministre: «*Les enseignants ont besoin d'être aimés alors que Blanquer a quitté symboliquement son ministère.*» **Affaibli depuis plusieurs mois**, objet de nombreuses critiques au sein du gouvernement comme de la majorité, le ministre de l'éducation nationale n'a jamais cessé de défendre sa gestion de la crise, allant même jusqu'à se targuer, **dans son dernier livre**, d'avoir «*sauvé les enfants de France d'un naufrage dramatique*».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.